

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



SEANCE

Mercredi 17 décembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Pages

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite]	337
Projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.195)	342

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite]

[Point 11 *]

1. M. CECH (Tchécoslovaquie) indique que, dans le Chapitre II du rapport du Conseil économique et social, deux sections ont plus particulièrement retenu l'attention de la délégation tchécoslovaque: la section I (Situation de l'économie mondiale) et la section II (Plein emploi et mesures en vue de la stabilité économique internationale).

2. De nombreuses délégations ont déjà souligné les entraves que le système économique capitaliste met au progrès social et à l'élévation des niveaux de vie. Les représentants des pays insuffisamment développés n'ont pas manqué d'exposer les difficultés qui influent sur la situation économique et sociale de ces pays. Ils ont évoqué la baisse des prix des produits de base sur lesquels repose l'économie des pays insuffisamment développés; ils ont dépeint l'état de pénurie dans lequel vit la population de ces pays; ils ont indiqué que les pays insuffisamment développés ne peuvent se procurer les biens d'équipement nécessaires à la réalisation de leurs programmes de développement; ils ont mentionné les déficits des balances des paiements et les barrières douanières qui entravent le commerce international. La délégation tchécoslovaque elle-même, à la quatorzième session du Conseil économique et social, a eu l'occasion de comparer l'évolution de la situation économique dans les pays de démocratie populaire et dans des pays d'économie capitaliste.

3. L'opposition entre les deux tendances n'a pas cessé de se manifester et les observations du représentant de la Tchécoslovaquie restent valables, c'est-à-dire que les pays de démocratie populaire continuent à se développer et à élever le niveau de vie de leur population dans une atmosphère pacifique tandis que les pays d'économie capitaliste continuent à menacer la paix et la sécurité internationales en militarisant leurs économies au détriment de la situation économique et sociale des masses laborieuses.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

4. Reprenant ce parallèle, M. Cech étudie tout d'abord la situation économique aux Etats-Unis et dans les autres pays d'économie capitaliste. A son avis, tous les phénomènes qui caractérisent l'économie capitaliste de nos jours et qui font obstacle au développement économique, découlent au premier chef de la politique suivie par le capitalisme américain. Cette politique consiste à exploiter et à asservir des populations entières, à désorganiser l'économie des autres pays capitalistes. Elle a pour effet de compromettre la stabilité économique du monde et de détruire la coopération économique internationale. C'est ainsi que le capitalisme américain, qui a déclenché une guerre d'agression contre la Corée, et qui s'efforce de créer une psychose de guerre, a mis l'économie des pays capitalistes sur le pied de guerre. L'examen des budgets de ces pays donne une idée très nette du degré de militarisation des économies des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et d'autres pays capitalistes, malgré d'habiles opérations de camouflage budgétaire. Aux Etats-Unis par exemple, le budget total, qui était en 1938-1939 de 2.500 millions de dollars, est passé en 1952-1953 à 51.200 millions de dollars, chiffre auquel il convient d'ajouter encore un crédit de 10.800 millions de dollars prévu pour l'assistance aux pays étrangers dans le cadre du prétendu programme de sécurité mutuelle. Pour l'exercice financier 1953-1954, le budget des Etats-Unis atteindra 85 milliards de dollars; ce chiffre comprend un crédit de 55 à 58 milliards de dollars pour les dépenses militaires, un montant de 7.500 millions de dollars pour l'assistance aux pays étrangers et un crédit de 3.300 millions de dollars pour le développement de l'énergie atomique. M. Cech cite également des chiffres concernant les budgets du Royaume-Uni et de la France et des autres pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord pour montrer que ces pays consacrent la majeure partie de leurs dépenses au réarmement. Il affirme que cette militarisation conduit à la baisse de la production des biens de consommation et exerce ainsi une influence fâcheuse sur le niveau de vie des populations. Le fait est d'ailleurs reconnu par des publications telles que le *Wall Street Journal* du 21 mai 1952, aux Etats-Unis, et les "Notes et études

économiques" du 4 octobre 1952, en France; il ne fait pas de doute que la militarisation de l'économie s'est effectuée au détriment de certaines branches du secteur civil.

5. M. Cech fait également observer que la militarisation de l'économie au profit des monopoles américains a entraîné la constitution de stocks de fournitures stratégiques. Ainsi, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme américain a consacré tous ses efforts à la conquête des ressources en matières premières du monde, à la conquête des marchés mondiaux de matières premières, et à la constitution d'énormes stocks de matières premières. Le représentant de la Tchécoslovaquie souligne les dangers que présente, pour la paix du monde et pour le développement économique des pays insuffisamment développés, la constitution de stocks de produits stratégiques. En ce qui concerne les relations entre les Etats-Unis et les autres pays capitalistes, il est naturel que les Etats-Unis, dans la course aux matières premières, soient entrés en conflit avec les autres Puissances impérialistes et en particulier avec la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis se sont efforcés de maintenir la Grande-Bretagne en état permanent de subordination et le Gouvernement des Etats-Unis a cherché par tous les moyens à intervenir dans les relations entre la Grande-Bretagne et ses dominions, notamment en concluant des alliances économiques et militaires telles que le Pacte du Pacifique dont la Grande-Bretagne est exclue.

6. Le capitalisme américain cherche à supplanter le capitalisme britannique dans toutes les régions où s'exerçait l'influence du Royaume-Uni. Dans le cas des pétroles, cette tendance est flagrante. Avant la deuxième guerre mondiale, le capitaliste américain contrôlait 36 pour 100 de l'industrie pétrolière du monde, tandis que le capital britannique en contrôlait 51 pour 100. En 1951, les Etats-Unis contrôlaient 55 pour 100 de l'ensemble des puits de pétrole, et le Royaume-Uni n'en contrôlait plus que 35 pour 100. Dans le Moyen-Orient, les monopoles américains ont accru leur participation aux exploitations pétrolières jusqu'à 58 pour 100, contre 13 pour 100 en 1937. Le pétrole n'est d'ailleurs qu'un exemple, et la situation est sensiblement la même dans l'industrie minière et dans toutes les industries qui présentent un intérêt stratégique.

7. M. Cech fait valoir aussi que le Gouvernement des Etats-Unis exerce des pressions sur les pays d'économie capitaliste pour les obliger à rompre leurs liens traditionnels avec les Puissances pacifiques, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République populaire de Chine et les autres pays de démocratie populaire. Depuis longtemps déjà, le Gouvernement des Etats-Unis a renoncé à appliquer le principe du respect de la souveraineté et il a recours à des moyens de pression économique pour atteindre ses objectifs politiques et pour s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats. Il n'hésite d'ailleurs pas à rompre ses engagements contractuels vis-à-vis des autres Puissances; c'est ainsi qu'il a rompu unilatéralement ceux qui le liaient envers la Tchécoslovaquie aux termes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

8. Les Etats-Unis imposent aux autres Etats une politique qui n'est pas conforme à leurs intérêts. Les économies des pays capitalistes sont ainsi subordonnées aux intérêts des monopoles américains, qui préparent

une troisième guerre mondiale, une guerre d'agression contre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les démocraties populaires. Les Etats-Unis, contrairement aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies, s'efforcent d'affaiblir les autres Etats Membres des Nations Unies, afin de les priver de leur indépendance économique ou politique.

9. A ces tendances, M. Cech oppose alors la situation économique des pays de démocratie populaire qui sont en plein effort de reconstruction économique, dans une atmosphère de paix, et qui peuvent s'enorgueillir des résultats qu'ils ont déjà obtenus.

10. En ce qui concerne plus particulièrement la Tchécoslovaquie, M. Cech indique que ce pays s'emploie à reconstruire son économie, dans l'enthousiasme de la population, avec l'aide fraternelle de l'Union soviétique. Après avoir rappelé les ravages que la Tchécoslovaquie avait subis sous l'occupation allemande et pendant la guerre, il indique qu'en 1948 la Tchécoslovaquie avait déjà rétabli sa production industrielle aux niveaux de 1937. En 1949, la production a augmenté de 126 pour 100 par rapport à 1937, et en 1951 elle a augmenté de 160 pour 100. Cet accroissement de la production s'accompagne d'un accroissement du revenu national qui, en 1951, avait déjà augmenté de 168 pour 100 par rapport à 1937. En cinq ans, de 1946 à 1950, le volume total des traitements et salaires en Tchécoslovaquie est passé de 40 milliards de couronnes à 85 milliards de couronnes.

11. L'accroissement de la production s'accompagne aussi d'un accroissement des crédits budgétaires consacrés à l'enseignement, à la santé publique et à l'assistance sociale. En 1952, les crédits de l'enseignement ont dépassé de 28 pour 100 ce qu'ils étaient en 1951. Les crédits accordés à l'hygiène publique en 1952 dépassent de 113 pour 100 leur niveau de 1951. Ces chiffres donnent une idée suffisamment claire des progrès réalisés par la Tchécoslovaquie dans le cadre de son économie pacifique.

12. M. Cech signale que les autres démocraties populaires ont réalisé des progrès du même ordre. Il cite à ce propos des chiffres concernant la production industrielle de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de l'Albanie, de la République démocratique d'Allemagne et de la République populaire de Chine. Ce dernier pays, en particulier, maintenant libéré de l'exploitation par le capital étranger, a accompli des progrès gigantesques dans la voie du développement industriel. En un an, la production de l'industrie lourde a plus que doublé; la production de l'acier s'est accrue de 294 pour 100, celle des métaux non ferreux de 190 pour 100, celle de l'énergie électrique de 289 pour 100. La production des biens d'équipement a augmenté en 1951 de 20 pour 100 par rapport à 1950. De plus, en procédant à la réforme agraire, le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine a, pour la première fois dans l'histoire de la Chine, réussi à remédier aux famines qui ravageaient périodiquement ce pays.

13. En terminant, M. Cech souligne que tous les pays de démocratie populaire pratiquent une politique d'étroite collaboration mutuelle. Leurs relations reposent sur le principe de l'égalité et de l'assistance mutuelle. Elles profitent largement de l'expérience de l'Union soviétique et de l'assistance technique offerte par cette Puissance qui les aide à édifier leur économie socialiste.

C'est pourquoi la Tchécoslovaquie, de même que les autres démocraties populaires, entretient avec l'URSS des relations d'indéfectible amitié et se trouve aux côtés de l'URSS dans le grand combat pour la paix.

14. M. SASTROAMIDJOJO (Indonésie) rappelle que, par comparaison avec 1950, la situation économique mondiale s'était nettement améliorée en 1951. Toutefois à la fin de 1951 et pendant le premier semestre de 1952, l'évolution économique pouvait faire craindre un ralentissement des affaires et même une crise économique dont la Commission économique pour l'Europe avait noté les signes avant-coureurs dans son rapport de 1951 (E/ECE/140/Rev.1). A l'heure actuelle, la menace de crise semble avoir disparu. En Europe occidentale, la production de biens de consommation a repris, le chômage a diminué et la situation financière et monétaire s'est améliorée.

15. En dépit de ce tableau encourageant, le représentant de l'Indonésie estime qu'un certain nombre de facteurs peuvent mettre en danger la structure économique du monde. Tout d'abord, 80 milliards de dollars sont affectés, chaque année, à la production d'armements. Sans doute ne peut-on pas attribuer le développement économique actuel aux seules dépenses d'armement et ne peut-on pas non plus prétendre que la crise à laquelle on s'attendait après la deuxième mondiale a été évitée uniquement grâce aux préparatifs de guerre. Toutefois, il paraît indéniable que la conjoncture favorable du moment est due à des facteurs qui ne sont pas du domaine économique.

16. Les régions productrices de matières premières acquièrent, par la vente de leurs produits, un certain pouvoir d'achat. Ce pouvoir d'achat devrait leur permettre de se procurer des articles manufacturés. Cependant tel n'est pas toujours le cas. En effet, l'offre de produits manufacturés ne correspond pas toujours à l'importance des disponibilités monétaires, ce qui entraîne un déséquilibre monétaire. Dans les régions productrices de matières premières, ce déséquilibre provoque des poussées inflationnistes. Sans doute ne peut-on transformer en articles manufacturés la totalité du pouvoir d'achat disponible car chaque pays doit posséder des réserves monétaires pour assurer la convertibilité de sa monnaie, mais la contrepartie des devises qu'un pays pourrait utiliser représente un pouvoir d'achat dont l'accumulation entraîne une sérieuse inflation. Enfin, une quantité importante des matières premières achetées par les pays industriels sert à des fins non économiques; dans plusieurs de ces pays, l'insuffisance de l'offre entraîne également un déséquilibre monétaire.

17. Le représentant de l'Indonésie estime que la pénurie de dollars dont souffrent les pays de l'Europe occidentale résulte de la stagnation du commerce international. Les Etats-Unis ont fourni à ces pays une aide considérable en leur accordant des crédits en dollars. Mais cette aide ne permet pas de résoudre le problème de manière durable. L'équilibre monétaire de l'Europe occidentale ne pourra être rétabli que par des investissements en dollars dans cette région ou par l'accroissement des exportations à destination de la zone dollar.

18. De nombreux facteurs entravent aussi les échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale. La Commission économique pour l'Europe

a reconnu que le développement des échanges commerciaux entre ces deux régions aiderait à assurer la pleine utilisation de la production mondiale.

19. Enfin, il existe un déséquilibre grave dans les échanges commerciaux entre les pays producteurs de matières premières et des pays industrialisés. Les premiers n'imposent, en général, aucune restriction à l'exportation de leurs produits, mais, lorsqu'ils désirent importer des biens d'équipement et des biens de consommation, ils se heurtent à des obstacles dressés par les pays industrialisés sous la forme de licences et autres dispositions de ce genre.

20. Il ne fait pas de doute que toutes ces difficultés entravent le développement du commerce international. Le caractère extrêmement vulnérable de l'économie des régions insuffisamment développées ajoute au déséquilibre de l'économie mondiale. A ce propos, le représentant de l'Indonésie rappelle que, lors du déclenchement de la guerre de Corée, les prix des produits primaires ont considérablement augmenté. Les pays producteurs de matières premières ont évidemment bénéficié de cette hausse. La demande consécutive de biens d'équipement et d'articles manufacturés a stimulé les échanges internationaux et contribué à un accroissement de la production et de l'emploi dans les pays industriels.

21. La hausse des prix des produits primaires a été causée non par une diminution de l'offre, mais par un accroissement de la demande. Cette hausse a entraîné, à son tour, une augmentation des prix des articles manufacturés. Sans doute, cette "correction automatique" s'est-elle produite avec un certain retard, écourté par l'action de quelques gouvernements; elle n'a évidemment pas supprimé tous les avantages dont les pays producteurs de matières premières ont bénéficié, mais elle a certainement atténué l'amplitude des fluctuations du rapport des échanges. Il ne faudrait pas conclure de l'évolution récente du rapport des échanges que ce rapport est devenu constamment favorable aux pays producteurs de matières premières. D'ailleurs, en raison de la production d'armements, ces pays n'ont pas pu se procurer tous les articles manufacturés dont ils avaient besoin, ce qui a provoqué une inflation, aggravée par l'augmentation des exportations.

22. Les prix des produits primaires ont actuellement tendance à baisser et le rapport des échanges est devenu défavorable aux pays insuffisamment développés. Il se produira certainement une nouvelle "correction automatique", en ce sens que les prix des articles manufacturés diminueront à leur tour. Mais les pays insuffisamment développés ne peuvent, comme les pays industriels, intervenir pour modifier en leur faveur le rapport des échanges.

23. En raison de la diminution de leurs exportations, les pays insuffisamment développés doivent restreindre leurs importations. Leur situation budgétaire devient aussi précaire car elle dépend directement et indirectement de leurs exportations. Si la situation économique s'est récemment améliorée en Europe occidentale, il n'en est pas de même dans les régions insuffisamment développées qui cherchent à enrayer les tendances inflationnistes qui entravent leur développement économique.

24. L'énumération de ces différents facteurs suffit à montrer qu'à l'heure actuelle, on ne saurait considérer comme entièrement favorable la situation de l'économie mondiale. Les programmes de réarmement imposent

aux pays de l'Europe occidentale des charges budgétaires trop lourdes; leur pénurie de dollars provoque une stagnation des échanges commerciaux. Ces pays souffrent donc d'un déséquilibre économique. Mais il ne faut pas oublier que, même lors de la hausse des prix des produits primaires, les pays insuffisamment développés ont souffert du déséquilibre économique. Lorsque l'accroissement des exportations constituait la cause principale des poussées inflationnistes dans les pays insuffisamment développés, ces pays pouvaient renforcer, par des mesures fiscales, l'effet déflationniste des importations. Actuellement, il leur est plus difficile de remédier à l'inflation qui se produit surtout dans les villes, tandis que les régions rurales souffrent d'une insuffisance de pouvoir d'achat.

25. Les débats de la Commission ont montré à quel point il est difficile d'étudier les problèmes économiques mondiaux de manière objective et de leur trouver une solution. Pour ce qui est de la pénurie de dollars, on cherche actuellement à y remédier par trois séries de mesures. Les premières consistent dans l'institution de l'Union européenne des paiements. Cette union a réussi à assurer, dans une grande mesure, la convertibilité des monnaies européennes. Elle s'efforce de remédier à la pénurie de dollars en mettant des dollars à la disposition des régions qui en manquent. Ainsi ces régions pourront-elles mettre en œuvre leurs programmes de développement, notamment au moyen de commandes *off shore* passées dans les pays membres de l'Organisation européenne de coopération économique. Ce plan hardi montre que ses auteurs ne considèrent pas la pénurie de dollars comme un problème régional, mais dans le cadre de l'économie mondiale. Malheureusement, ce plan n'indique pas clairement de quelle manière les pays insuffisamment développés pourront se procurer des dollars.

26. De leur côté, les pays du Commonwealth britannique essaient également de résoudre le même problème. Il semble certain que, d'une manière ou d'une autre, peut-être au moyen de prêts, des dollars seront mis à la disposition de ces pays. La suppression de la pénurie de dollars dans une région aussi importante contribuerait certainement à étendre la convertibilité des monnaies.

27. La troisième tentative est celle qu'a entreprise le Conseil de l'Europe en proposant le plan dit Plan de Strasbourg. Ce plan est l'œuvre d'une organisation qui n'a pas de pouvoir d'action, à la différence de l'Union européenne des paiements ou du Commonwealth britannique. Il porte sur le développement des régions insuffisamment développées qui ont des liens constitutionnels avec les pays de l'Europe occidentale. Si ces régions pouvaient produire une plus grande quantité de matières premières, il est évident qu'elles permettraient à l'Europe occidentale de réduire ses dépenses en dollars. En outre, ces régions pourraient acquérir des dollars pour le compte de l'Europe occidentale en augmentant leurs exportations à destination des Etats-Unis. Le Plan de Strasbourg prévoit la création d'un établissement financier en vue du développement de ces régions insuffisamment développées. De plus, des mesures à long terme assureraient aux participants un marché stable; pour stimuler les échanges commerciaux entre les territoires métropolitains et les régions moins développées, le plan prévoit également l'institution d'un régime préférentiel.

28. La délégation de l'Indonésie estime que le Plan de Strasbourg n'est pas sans présenter certains dangers. Tout d'abord, il rappelle le système mercantiliste de l'époque coloniale, lorsque les colonies fournissaient des matières premières aux industries de la métropole et consommaient les articles manufacturés produits par ces industries. De nos jours, on ne peut admettre le maintien d'un tel système; tôt ou tard, les colonies doivent disparaître, il serait contraire à l'évolution historique de créer un système fondé sur des conceptions périmées.

29. On peut surtout opposer au Plan de Strasbourg une objection fondamentale: les débats de l'Organisation des Nations Unies ont fait ressortir la nécessité d'accroître la prospérité des pays insuffisamment développés par l'industrialisation. Les auteurs du Plan de Strasbourg reconnaissent, dans une certaine mesure, cette nécessité, mais, à leur avis, les pays insuffisamment développés doivent continuer à être surtout des fournisseurs de matières premières. La délégation de l'Indonésie ne comprend pas comment, avec une telle conception, il serait possible d'élever de manière appréciable le niveau de vie dans les pays insuffisamment développés. D'ailleurs, les pays insuffisamment développés du Commonwealth britannique ont fait de l'industrialisation un objectif important de leur programme de développement. Les auteurs du Plan de Strasbourg commettent aussi une erreur en estimant que l'industrialisation de ces pays provoquerait une pénurie de matières premières et rétrécirait le marché des articles manufacturés.

30. Les pays insuffisamment développés ne se proposent d'ailleurs pas de devenir exclusivement industriels. L'Indonésie, par exemple, cherche à augmenter sa production de matières premières tout en développant ses industries. Quant à la crainte de perdre des marchés, la délégation indonésienne considère qu'elle révèle un manque d'assurance et d'imagination. Il ne fait pas de doute que l'industrialisation des pays insuffisamment développés augmentera la demande de biens d'équipement. De plus, l'accroissement de la population de ces pays contribue à une augmentation de la demande effective. Enfin, si les pays insuffisamment développés connaissent la prospérité, leur pouvoir d'achat ne pourra que s'accroître.

31. L'application du Plan de Strasbourg entraînera des discriminations contre certains pays consommateurs et certains pays producteurs de matières premières. Les pays consommateurs qui ne font pas partie du groupe de l'Europe occidentale ne pourront pas entrer en concurrence sur les marchés fournis par les régions qui ont des liens constitutionnels avec les pays de l'Europe occidentale. En outre, les pays insuffisamment développés qui n'ont aucun lien constitutionnel avec les pays d'Europe occidentale ne seront pas compris dans le système de tarifs préférentiels.

32. Pour toutes ces raisons, la délégation indonésienne estime que le Plan de Strasbourg présente un caractère rétrograde. Selon les vues exposées à maintes reprises devant la Commission, les problèmes qui se posent aux pays insuffisamment développés doivent être résolus dans leur ensemble. Le Plan de Strasbourg propose aux pays de l'Europe occidentale qu'aucun lien constitutionnel n'unit à des régions insuffisamment développées de se joindre au groupe. Pourquoi ne pas adresser cette invitation aux pays situés en dehors de

l'Europe occidentale? Et pourquoi ne pas l'adresser également aux pays fournisseurs de matières premières qui n'ont pas de liens constitutionnels avec des pays consommateurs de matières premières?

33. Les trois tentatives évoquées par le représentant de l'Indonésie montrent que, d'une manière générale, on a reconnu que le problème n'intéressait pas seulement l'Europe occidentale et la zone dollar, mais qu'il était nécessaire d'augmenter le pouvoir d'achat des régions insuffisamment développées.

34. La Deuxième Commission a longuement étudié le problème du développement économique des pays insuffisamment développés. C'est à ces pays qu'il incombe principalement de mettre en œuvre leurs programmes de développement. A cette fin, ils ont besoin de capitaux et de connaissances techniques. Sans doute, le détenteur de capitaux est-il en général méfiant, mais il en est de même de l'emprunteur. Le capitaliste tient à recevoir des garanties et à réaliser d'intéressants bénéfices; le pays dans lequel sont investis les capitaux craint, lui, d'être exploité et maintenu dans un état de dépendance économique. Il faut donc tenir compte des préoccupations des deux parties.

35. Le projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162/Rev.2) a suscité un débat intéressant sur la question de la stabilité économique. La délégation indonésienne espère vivement que l'Assemblée générale adoptera ce projet de résolution qui met l'accent sur certains facteurs capables de faciliter la solution d'un problème dont l'importance n'échappe à personne.

36. Toutefois, quel que soit le sort du projet de résolution de l'Argentine, la délégation indonésienne voudrait inviter le Conseil économique et social à étudier attentivement le problème soulevé par l'instabilité économique des pays insuffisamment développés. Elle voudrait également inviter le Conseil à prendre en considération l'idée d'une réserve de monnaie-matière, idée qu'elle a exposée brièvement dans une précédente intervention.

37. Les stocks régulateurs nécessaires à l'établissement de cette monnaie-matière permettraient de stabiliser le niveau de la production et des prix. Le financement de ces stocks peut s'opérer presque automatiquement si ces stocks servent de base à un système monétaire. Théoriquement, on disposerait ainsi d'un moyen qui permettrait d'accroître la stabilité économique de tous les pays en atténuant l'ampleur des fluctuations cycliques. En outre, il serait plus facile de résoudre le problème de la convertibilité des monnaies. Peut-être cette idée paraît-elle révolutionnaire. Toutefois, on ne l'a pas encore étudiée de manière suffisamment complète et c'est pourquoi la délégation de l'Indonésie attire sur ce point l'attention de la Commission dans l'espoir qu'il sera possible de mettre en œuvre une proposition de cette nature et d'obtenir ainsi la coopération de tous les pays, développés et insuffisamment développés.

38. M. RUYGERS (Pays-Bas) indique qu'en qualité de membre de la délégation parlementaire de son pays au Conseil de l'Europe, il a participé aux conversations qui se sont déroulées à Strasbourg, en septembre dernier, en vue d'étudier la possibilité de coordonner d'une façon plus étroite les économies des Etats membres du Conseil de l'Europe et celles des territoires d'outre-mer qui ont conservé des liens constitutionnels avec ces Etats. A ce titre, il voudrait répondre aux obser-

vations que le représentant de l'Indonésie a faites sur ces conversations au cours de la discussion générale sur le point 25 de l'ordre du jour (215ème séance) et dans le discours qu'il vient de prononcer.

39. Tout d'abord, le plan arrêté à Strasbourg ne tend nullement à remplacer le colonialisme politique par un colonialisme économique. Les conversations de Strasbourg ont été essentiellement motivées par la pénurie de dollars, qui constitue l'un des problèmes économiques les plus graves de l'époque actuelle. Ce problème ne touche pas uniquement les pays de l'Europe occidentale, mais également un grand nombre d'autres pays situés hors d'Europe, territoires coloniaux aussi bien qu'Etats indépendants. En cherchant à le résoudre, l'Europe occidentale ne poursuit pas une politique coloniale: au contraire, les effets salutaires de son action, de caractère purement économique, ne manqueront pas de se faire sentir bien au delà de ses frontières.

40. La résolution adoptée à Strasbourg concerne tout autant les intérêts des territoires ou régions qui ont conservé des liens constitutionnels avec l'Europe que ceux des pays européens eux-mêmes. On en trouve la preuve dans le préambule où il est dit que le développement économique des territoires d'outre-mer doit tendre essentiellement à élever le niveau de vie de leurs populations par la mise en valeur harmonieuse de leurs ressources.

41. En outre, la résolution propose de créer une Banque européenne d'investissements, afin de permettre à tous les pays de l'Europe occidentale — et pas seulement aux Puissances ou anciennes Puissances métropolitaines — de participer au développement économique des territoires d'outre-mer. La délégation des Pays-Bas est convaincue que cette participation élargie offre une garantie positive contre la naissance d'un nouveau colonialisme.

42. M. Ruygers souligne que l'adoption du Plan de Strasbourg, sous sa forme actuelle, ne constitue nullement un acte définitif. Au reste, certains des aspects de ce plan sont encore à l'étude: par exemple, la question de la convertibilité du dollar et de la livre sterling n'est pas encore réglée. D'autre part, l'OECE, à Paris, et la Mutual Security Administration, à Washington, étudient de leur côté des plans analogues, tandis que la Conférence des Premiers Ministres du Commonwealth, actuellement réunie à Londres, doit discuter le Plan de Strasbourg qui lui a été soumis. Il apparaît donc bien que les études en sont encore à leur phase initiale: le plan dit de Strasbourg n'est qu'une contribution au règlement de l'un des problèmes économiques réellement importants de la période d'après-guerre.

43. En tant qu'organisme international, les Nations Unies ne peuvent se désintéresser des conversations de Strasbourg. Si une assemblée moins nombreuse peut contribuer à résoudre un problème difficile — et c'est souvent le cas — l'Organisation des Nations Unies n'a pas à en prendre ombrage. Au contraire, la délégation des Pays-Bas espère que tous les membres de la Commission suivront les travaux de Strasbourg de très près et dans un esprit constructif aussi bien que critique.

44. M. Ruygers voudrait ensuite répondre au représentant de la Pologne qui, dans son discours de la séance précédente, a cité un article paru dans le *Christian Science Monitor* en date du 11 novembre

dernier pour illustrer la situation économique actuelle des Pays-Bas. En fait, le représentant de la Pologne a isolé arbitrairement certains passages de cet article afin de présenter une image déformée de la situation dans laquelle se trouvent des nations comme les Pays-Bas qui se voient obligées de réarmer afin de sauvegarder leur liberté. M. Ruygers donne lecture, à son tour, de trois extraits du même article: le journal constate que les perspectives économiques des Pays-Bas sont meilleures cette année qu'elles ne l'ont jamais été depuis la guerre, signale que les Pays-Bas ont réussi cette année non seulement à résorber le déficit de leur balance commerciale, mais à s'assurer une position créditrice au sein de l'Union européenne des paiements, et cite une déclaration du Président de la Banque des Pays-Bas selon laquelle les Pays-Bas ont résolu, tout au moins pour le moment, le problème de leur balance des paiements.

45. M. LUBIN (États-Unis d'Amérique) réserve le droit de sa délégation en vertu de l'article 114 du

règlement intérieur, de répondre, à la fin de la discussion générale, à certaines délégations qui ont mis en cause la politique suivie par son gouvernement.

Projet de rapport de la Commission (A/C.2/L.195)

46. M. HALIQ (Arabie saoudite), Rapporteur, présente le projet de rapport de la Commission à l'Assemblée générale (A/C.2/L.195)¹. Il signale qu'il faut, au paragraphe 22, remplacer les mots: "examinée de façon approfondie l'année suivante" par les mots "examinée de façon approfondie au Conseil économique et social et à la prochaine session de l'Assemblée générale". De même, dans le texte français du dernier paragraphe de la résolution V B, il y a lieu de remplacer le mot "diffusion" par le mot "publicité".

La séance est levée à 13 h. 10.

¹ Le rapport de la Commission sur le point 25 de l'ordre du jour a été soumis à l'Assemblée générale sous la cote A/2332.

